

Axes scientifiques (UAR 3337)

Thématiques scientifiques :

Depuis le dernier rapport HCERES (2017-2022), l'UAR Amérique latine développe quatre axes scientifiques qui sont partagés par les deux équipes (CEMCA, UMIFRE-16 et IFEA, UMIFRE-17):

1. Villes et métropolisation
2. Sociétés et cultures préhispaniques
3. Patrimoines, pratiques et représentations
4. Dynamiques sociales et politiques

AXE 1. VILLES ET METROPOLISATION

Depuis une dizaine d'années et notamment pendant la dernière direction de l'unité, les thèmes urbains ont occupé une place importante dans les recherches de l'UAR. Au cours des 6 dernières années et comme commenté dans la première partie de ce rapport, quatre grands thèmes ont été particulièrement travaillés : les logiques sociales et territoriales de la métropolisation, les inégalités urbaines, la gouvernance et, enfin, les défis environnementaux, notamment dans l'espace urbain. Si l'importance numérique des chercheurs.ses régulièrement concerné.e.s par cet axe dans l'unité (notamment géographes et urbanistes) ne remet pas fondamentalement en question ces quatre sous-axes, il est probable que les évolutions internes de la recherche dans l'unité posent certains de ses sous-axes comme transversaux à différents axes et projets de recherche.

AXE 2. SOCIÉTÉS PRÉHISPANIQUES ET DE L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE

L'axe *Sociétés et milieux préhispaniques* sera désormais redéfini dans son intitulé (Sociétés préhispaniques et de l'Amérique espagnole) et ses objectifs, de manière à intégrer la dimension temporelle et spatiale des recherches portant sur la période coloniale et à favoriser un dialogue interdisciplinaire (entre archéologie, histoire et anthropologie) plus étroit. Dans le cas de l'IFEA, en plus des projets financés par la Commission des fouilles (voir axe 2, première partie de ce rapport),

les projets portés par Catherine Lara sur les potiers et leurs traditions pluriséculaires s'inscrivent déjà dans cette perspective et projet d'archéologie historique débute sur la côte nord du Pérou. Dans le cas du CEMCA, les travaux archéologiques dirigés par les chercheurs de l'unité sont menés traditionnellement dans deux régions de Mésoamérique, d'une part : l'Occident du Mexique, en particulier dans les bassins lacustres du Michoacán et la vallée du Lerma, et la zone maya, plus précisément dans les basses terres (péninsule du Yucatán et département du Petén) et dans les hautes terres guatémaltèques, et dans les Andes d'autre part. Deux projets se développent aussi dans l'aire intermédiaire entre la Mésoamérique et l'isthme colombien : les projets Guanacaste au Costa Rica et Paryna au Honduras. Depuis 2021, l'emprise territoriale et chronologique de la recherche archéologique conduite au sein de l'UMIFRE s'est accrue davantage par le biais de deux nouveaux programmes : le projet Hacienda Metepec, qui s'applique à la partie orientale de la ville de Teotihuacan, et le Projet Michoacán Colonial, dont le rayon d'action se situe dans le bassin de Zacapu, Michoacán, et dans la plaine alluviale du Río Lerma (Nord-ouest du Michoacán et Sud de l'Etat de Guanajuato).

Financés généralement par la Commission des fouilles du MEAE, ces projets sont prononcés pour une durée de quatre ans, renouvelable. Certains perçoivent des fonds privés supplémentaires (Naachtun, Guatemala), tandis que d'autres sont des programmes de type ANR (Mésomobile) ou soutenus par l'IUF (Tigre-Lerma). Tous s'inscrivent dans une dynamique collective et internationale et impliquent une étroite collaboration avec des partenaires locaux et des disciplines connexes, parmi lesquelles les sciences naturelles, l'archéométrie, l'histoire, la bioanthropologie, l'ethnohistoire.

Le laboratoire d'archéologie du CEMCA constitue non seulement une plate-forme essentielle pour le déroulement de ces recherches de terrain, mais aussi un lieu destiné à la valorisation scientifique et patrimoniale, à la formation professionnelle et à l'enseignement. A ces fins, les locaux accueillent régulièrement les archéologues de passage, lesquels, en outre, peuvent bénéficier de l'accès privilégié à des collections de référence et des mobiliers archéologiques, ainsi qu'à des sources documentaires diverses (collections de référence).

Les deux UMIFRE collaboreront étroitement sur le projet AmericAnimal, porté également par l'UMR Mondes américains. Il s'agira d'étudier l'impact de l'introduction et de la réception des animaux européens sur les sociétés amérindiennes après la conquête espagnole du XVI^e siècle jusqu'à l'Indépendance dans une perspective hémisphérique et pluridisciplinaire.

Lors du prochain quinquennat, l'axe comporte trois thématiques, deux dites traditionnelles pour être travaillées depuis longtemps par les chercheurs d'ArchAm et une plus récente, initiée en 2019 et abordant la question des mobilités consécutives à des changements sociaux forts.

Sous-axe 1. Interactions hommes/milieus

Ce sous-axe s'intéresse aux processus de gestion des ressources naturelles et de transformation des environnements en des paysages construits à des fins d'exploitation diversifiée. Il intègre l'étude des pratiques et des techniques d'approvisionnement et d'usage des ressources végétales, animales et minérales – pour lesquelles les analyses paléoenvironnementales et écologiques sont centrales. Il implique donc, et selon les problématiques spécifiques à chaque projet et zone d'étude, la participation de disciplines et de spécialistes divers, provenant en particulier des sciences naturelles – étant entendu qu'une partie des programmes de recherche vise à documenter, comprendre et analyser les changements environnementaux, leurs origines, naturelle et/ou anthropique, et leur(s) effets(s) sur les sociétés à échelles locale, régionale et inter-régionale ; les réponses des milieux aux changements liés à l'activité humaine sont tout aussi appréhendées.

Sous-axe 2. Organisation des territoires

A travers l'étude des réseaux d'habitats, des systèmes agraires et des stratégies d'acquisition et de diffusion des ressources naturelles et des biens matériels, ce deuxième sous-axe a pour objectif de saisir les modalités d'occupation humaine dans l'espace et dans le temps. Se plaçant généralement dans le temps long, il est question de restituer les dynamiques de croissance et de décroissance des sites étudiés, depuis les établissements ruraux jusqu'aux ensembles urbains. L'accent est mis sur l'organisation spatiale et fonctionnelle des sites, leurs composantes sociales et les dynamiques démographiques associées, la caractérisation des structures politiques et la position des entités au sein de réseaux relationnels et économiques. Parmi les méthodes, il faut sans doute souligner l'apport récent des méthodes de télédétection (photographie satellitale, images LIDAR, drone, etc.) et

d'analyse de provenance des matières premières qui offrent des perspectives inédites pour aborder, à différentes échelles, cette thématique de l'organisation territoriale et des relations inter-sites.

Sous-axe 3. Mobilités et changements

Contrairement au sous-axe précédent, celui-ci se centre sur des événements spécifiques, survenus dans différentes régions culturelles et qui motivèrent les déplacements de groupes humains. Ces événements, tels que les migrations, les tensions sociales internes et externes, les conflits et les pouvoirs militaires, sont souvent associés archéologiquement à des phases de changement d'importance, voire des crises ou des ruptures brutales, qui ont tantôt bouleversé l'ordre culturel, tantôt stimulé des innovations. Ces changements se matérialisent, par exemple, par l'émergence de nouveaux centres ou dans différents domaines tels que la production et la consommation de biens culturels, les pratiques rituelles, les concepts idéologiques véhiculés par l'architecture, l'iconographie et la culture matérielle.

Ce troisième sous-axe se focalise donc sur les facteurs de changement social et les processus de réorganisation sociale, politique et même économique, qui ont eu lieu à des moments temporels clefs, tant localement qu'à l'échelle de toute une aire chrono-culturelle. Il implique une bonne connaissance des traditions culturelles, à travers par exemple l'analyse technologique des productions matérielles et l'étude des patrons funéraires. Le cadre chronologique doit être contrôlé et de haute résolution. Les résultats des analyses physico-chimiques, ostéologiques, isotopiques et paléogénétiques, réalisées sur des échantillons de squelettes humains, sont d'un grand éclairage pour la problématique de la mobilité. Dans le cas de certains contextes chrono-culturels, viennent en complément les sources historiques et ethnohistoriques : tel est le cas des contextes postclassiques et coloniaux où le changement idéologique impliqua la christianisation d'un territoire très étendu.

AXE 3. PATRIMOINE, PRATIQUES ET REPRESENTATIONS

Cet axe a été créé lors du dernier quinquennal et tient compte de l'évolution de la composition des deux équipes et de la convergence des recherches au sein de l'unité autour des savoirs et des questions de mise en patrimoine de la nature et des processus de patrimonialisation de la culture. Le point commun dans ce cas est l'étude des langues, des arts, des techniques en tant que ressources culturelles et intellectuelles, et des processus de patrimonialisation dont elles font aujourd'hui l'objet. En outre, c'est dans cet axe que se positionnent les travaux de recherche historique (Amérique latine coloniale, moderne) qui sont un des axes de travail traditionnel de l'unité, que ce soit au CEMCA comme à l'IFEA. Les questions mémorielles et identitaires, qui émergent de ces processus ou les suscitent, intéressent également des disciplines davantage tournées vers des périodes récentes.

Sous-axe 1. Voix, documents, archives. Collecte, sauvegarde, et valorisation documentaire

Au fil de leurs processus de recherche, les membres de l'UAR – disciplines confondues – sont confrontés à des questions d'ordre patrimonial fréquentes. Historiens sollicités sur l'état de conservation des sources sur lesquelles ils travaillent, anthropologues confrontés à des transcriptions ou enregistrement de matériau oral aux métadonnées lacunaires, musicologues soucieux de préserver leur documentation sur un mode complémentaire à celui de l'écrit, les situations sont fréquentes où le chercheur est amené à revêtir un rôle aux implications à la fois sociales et scientifiques, qui dépassent le cadre traditionnel de ses missions. Celles-ci y trouvent l'occasion de s'enrichir d'une réflexion épistémologique et déontologique sur les fonctions de la recherche, les modalités de collecte des données, les interactions souhaitables avec celles et ceux dont il est question dans leur production académique – soucieux d'éviter l'écueil parfois qualifié d'extractiviste eu égard au recueil des « ressources premières » sur lesquelles elle se fonde. Les projets Sondondo ou EAP 1402 témoignent de cet élargissement du domaine d'intervention des chercheurs, de leur travail en équipe rendu nécessaire par l'amplitude des tâches à réaliser, des réflexions méthodologiques et éthiques qui les accompagnent, et qui impliquent aussi parfois un travail de sensibilisation des institutions pourvoyant un financement destiné à ce type d'actions de conservation.

L'IFEA est lui-même concerné par la gestion d'archives dont il est en possession, ou sur lesquelles il est sollicité au titre de son activité. C'est le cas des archives de Gerald Taylor, Xavier Bellenger, et

potentiellement Jürg Gasché – qui recouvrent des pans importants de l'activité anthropologue de ces dernières décennies. Ce sous-axe invite à réfléchir à la mise en œuvre de lignes directrices en matière de gestion documentaire de ses propres fonds, en écho aux démarches entreprises par certaines universités, qui commencent à établir des structures dédiées à la gestion de leurs propres fonds.

Les données et matériaux recueillis par la recherche peuvent aussi donner lieu à leur présentation dans un cadre muséal, selon des formats divers. La fabrique muséale suscite l'intérêt des chercheurs, tant ses évolutions en contextes démocratique ou autoritaire suggèrent d'enjeux sociaux et culturels, voire politiques et géographiques. C'est particulièrement le cas du patrimoine archéologique, qui fait l'objet d'une monstration au public dont les formats varient au fil du temps et des espaces. Ainsi le site colombien de l'IFEA s'interroge-t-il, à la faveur d'une journée d'études, sur les réflexions muséologiques à l'œuvre dans les espaces périphériques des territoires andino-amazoniens. La Colombie est en effet un pays où une repolitisation des questions mémorielles est à l'œuvre – un phénomène invitant à la comparaison avec d'autres espaces nationaux voisins, où des musées ont pu faire l'objet, légitimement ou non, de charges symboliques fortes en temps de tensions.

Sous-axe 2. Savoirs, savoir-faire et traces immatérielles

Laissant des traces a priori moins tangibles, les phénomènes immatériels n'en demeurent pas moins opérants dans les imaginaires et les constructions collectives. Il en va ainsi des savoirs et savoir-faire qui informent les pratiques sociales : les savoirs et pratiques linguistiques et leur transmission, les savoirs agro-écologiques, tels que ceux qui ont trait au pastoralisme andin sur le temps long. Ainsi, le projet *AmericAnimal* s'interroge sur ces savoir-faire et sur les traces, bien réelles, que ces collaborations humains-animaux laissent dans le paysage, qu'elles informent.

Sous-axe 3 : Nations, conflits, appartenances et divergences : histoires et mémoires plurielles

Depuis 2010, le cycle du bicentenaire des Indépendances est un moment de renouvellement des historiographies autant que des mémoires. Les nouvelles recherches historiques remettent en cause les mythes nationaux et les figures des « grands hommes » en restituant la complexité des processus et la pluralité des acteurs. Aussi, l'unité entend contribuer à l'essor des travaux qui permettent de comprendre ces processus historiques au-delà des grands récits fondateurs. La compréhension du rôle des femmes, des Amérindiens, des afro-descendants et des paysans permet ainsi de renouveler l'image des guerres d'Indépendances, de comprendre l'essor de nouveaux protagonismes politiques et la complexité des conflits sociaux de l'époque. Les Indépendances furent également un moment d'invention juridique, à la fois sur le plan constitutionnel et en termes de pouvoirs d'exception à la faveur des dynamiques guerrières (projet de recherche de Frédéric Spillemaeker). Il s'agit ainsi de mettre à mal les constructions téléologiques encore puissantes sur cette période fondatrice et d'enrichir la compréhension de ses incertitudes et de ses contradictions.

Les mémoires, leur fabrique et leurs traces sélectives revêtent également une dimension non nécessairement consensuelle, que les sciences sociales questionnent depuis plusieurs décennies. Ainsi, à la faveur des politiques nationales mais aussi de dynamiques locales, des communautés imaginées s'inventent sur la base d'appropriations du passé plurivoques. L'enjeu des politiques post-conflits contemporains est aussi central en Colombie, au Pérou, ou encore en Amérique centrale. Ces pays ont été marqués par des conflits armés internes dans la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, et ce conflit est toujours actuel en Colombie malgré de nombreuses initiatives pour la paix ces dernières années. Dès lors, la question des mémoires plurielles du conflit est centrale. Les mémoires des groupes subalternes et des territoires périphériques, conquièrent aujourd'hui leur place dans le récit national et dans l'étude du conflit par les chercheurs comme l'illustre une publication récente éditée par l'IFEA et l'Universidad de los Andes (Tobón Ocampo, Romio, Gómez, 2023)

Ce sous-axe rassemble ainsi des travaux menés autour de la façon dont se débat et s'éprouve le national dans les pays de l'aire latino-américaine. A ce titre, il intéresse autant les sciences sociales que la littérature, tant les productions littéraires récentes viennent interroger la place de l'individu dans une filiation, un ensemble de « valeurs » portées par un groupe et, au-delà, à une communauté nationale dont les contours varient et dont ressortent divers processus d'identification.

AXE 4. DYNAMIQUES SOCIALES ET POLITIQUES

Cet axe est sans doute celui qui connaîtra les plus importantes transformations au cours du prochain quinquennal. En effet, une grande partie des chercheurs.ses du dernier quinquennal se sont positionnés sur ce dernier axe et sur les questions extrêmement contemporaines faisant évoluer quelques-unes de ses directions de travail. L'idée ici, soumise ci-dessous, est de tenter de dépasser le travail spécifique de chercheurs.ses en poste dans l'unité pour proposer des sous-axes de travail plus amples et correspondant un peu mieux aux défis de la recherche sur des objets contemporains. Il s'agit bien sûr de propositions et celles-ci seront logiquement amenées à évoluer pour répondre aux transformations des sociétés latino-américaines contemporaines.

Sous-axe 1. Mutations et crises des régimes politiques

Le prochain quinquennal prolongera les travaux d'équipe menés autour des tournants autoritaires en Amérique centrale, non sans accorder une attention tout aussi première aux évolutions de régime de l'Etat fédéral mexicain. Une articulation des réflexions avec l'IFEA sera cruciale afin de nourrir pour l'ensemble de la région les matériaux empiriques contribuant à documenter, en partenariat avec les entités académiques locales, des processus politiques d'involution ou de redéfinition critique, permanente, des essais d'instauration démocratique latino-américains depuis la fin du XXème siècle. L'équipe qui a organisé les trois colloques consécutifs sur ces processus latino-américains, en plaçant, chose peu habituelle, le centre de gravité des discussions en Amérique centrale, a lancé une dynamique dont l'hyper-actualité reste de mise. Pour rappel, ces trois premiers colloques dans le précédent quinquennal traitaient des processus politiques de la révolution sandiniste à la caravane des migrants (Mexico, 2019), des traces de la violence et de leur mémoire politique (San Salvador, 2022), et de la question démocratique au regard du droit et de la justice (Guatemala ciudad, 2022). Le point de départ de la réflexion consistait à faire le constat de logiques sociopolitiques contradictoires. D'une part, en rupture avec les acquis et les projections des accords de paix faisant suite aux guerres internes, le Honduras, le Guatemala, le Nicaragua et le Salvador connaissaient des régressions autoritaires. D'autre part, des mouvements massifs de rébellions sociales civiques et pacifiques, souvent adossés à un approfondissement du langage des droits (droits reproductifs et sexuels, droits territoriaux et environnementaux, droits sociaux à la retraite ou au travail digne, ...) étaient d'une vivacité sans précédent. Dans la situation mexicaine, l'activité politico-partidaire rythmée par les échéances électorales aux échelles fédératives et fédérales, pluralistes depuis 2000, va de pair avec un accroissement accéléré des faits de violence létale, de pressions et d'assassinats contre les journalistes, situation de violence que l'on ne saurait pourtant réduire à la place que tient le narcotrafic dans l'économie du pays. On ne saurait surtout séparer ou réifier des secteurs de la vie politico-économiques, alors que le brouillage entre le légal et l'illégal fait œuvre de régulation, et que les imbrications entre les réseaux criminels, économiques et politiques sont régulièrement révélés par les affaires judiciaires impliquant les élites du pays. Dans ce contexte, le sexennat d'Andrés Manuel López Obrador a contribué à rebattre les cartes des délimitations politico-partidaires tout en remettant au goût du jour les pratiques clientélares anciennes du parti révolutionnaire institutionnel. Les rapports de force suscités par la réforme de l'*instituto nacional electoral*, ou du rôle que joue à présent l'armée à qui le président a confié de nouvelles prérogatives sécuritaires attestent sinon exactement d'une crise de régime, du moins remises en question profondes des consensus relativement acquis depuis la fin du monopole du PRI.

Ce sont bien ces dynamiques en apparence contradictoires que le prochain quinquennal cherchera à notamment à documenter et à analyser, en tentant de consolider une approche épistémologique du politique où celui-ci n'est pas appréhendé comme une instance séparée de la vie sociale, fragmentable et « cloisonnable » à l'envi selon les organisations (les partis, les ONG, la presse, etc.). Le CEMCA cherchera au contraire à réunir, à rassembler les spécialistes de ces instances liées du politique, dans une perspective qui incite à penser conjointement des phénomènes en apparence éclatés ou désarticulés. C'est alors que ce sous-axe sera moins strictement thématique que transversal et susceptible de renseigner les autres axes listés ci-dessous : environnement, migrations, genre etc.

Sous-axe 2. Dimensions sociopolitiques du genre, épistémologies féministes

« *Elément constitutif des rapports sociaux fondés sur les différences perçues entre les sexes* », le genre est une « *façon première de signifier les rapports de pouvoir* » (Scott, 1986). Catégorie nécessaire à l'analyse historique (Scott, 1986), elle permet de plus de saisir conjointement l'histoire et la

sociogénèse des idées avec l'étude des structures sociales, ainsi que leur incorporation, ou leur subjectivation. Cette perspective d'analyse, attentive aux formes de catégorisation et de hiérarchisation entre les sexes, aux représentations et valeurs qui leur sont associées, peut s'articuler à présent aux approches dites intersectionnelles. Ces dernières, sans que leurs auteur.ices ne convoquent toujours la terminologie proposée par l'inventrice de ce terme (K. Crenshaw 1988), entendent mieux informer encore la « sexualité du monde » (Fraisie) en ce qu'elle est imbriquée à l'histoire des hiérarchies et des divisions raciales, à celle des stratifications statutaires et sociales. Les études historiques, ici pré-hispaniques, coloniales et post-coloniales sont l'un des ressorts de compréhension et d'analyse des hiérarchies actuelles.

La dimension politique du genre notamment au travers des analyses fouillées des régimes politiques contemporains, des organisations partisans, associatives, des processus de mobilisation et de contestation, mais aussi de l'étude de la construction du pouvoir politique par les socialisations sexuées voire par la violence, des recherches sur les capacités prescriptives ou non du droit et des appareils de sanction ou de réparation, feront aussi partie intégrante de cet axe dans le prochain quinquennal.

La transversalité et la potentialité pluraliste de cette perspective contribuent au décloisonnement des approches en sciences sociales et alimente déjà depuis plusieurs années les différents axes du CEMCA. Mieux la définir à présent, la rendre visible, et signifier son importance à partir de l'axe « dynamiques sociales et politiques » mais aussi au-delà de celui-ci, suscitera l'accueil de doctorant.es, de chercheur.es en délégation et permanents qui s'inscrivent dans ces réflexions, en stimulant d'autant mieux les projets individuels et collectifs.

Sous-axe 3. Environnement, mobilisations et constructions territoriales

L'environnement a d'ores et déjà émergé comme un sous-axe de travail important au sein de l'unité. La perte accélérée de biodiversité et la reconnaissance de la domination que l'humanité exerce sur les processus biophysiques planétaires à l'ère de l'Anthropocène, ont généré un intérêt accru des chercheurs pour les questions environnementales et les formes de relations que l'homme entretient avec la nature, au Nord comme au Sud. Les singularités géographiques, économiques et historiques du continent latino-américain ont toutefois conduit à centrer la réflexion sur l'environnement dans la région sur des problématiques spécifiques : les formes de l'extractivisme ; l'analyse des conflits et des mouvements sociaux qui se mobilisent contre les projets d'aménagement portés par l'État et les entreprises multinationales ; les savoirs locaux et indigènes qui existent au niveau local et constituent une alternative aux savoirs dominants qui gouvernent les relations entre l'homme et la nature ; le mode de gestion des ressources naturelles ; et enfin, les transformations du monde rural, l'essor de l'agro-extractivisme générant des pressions importants sur la conservation des paysages et la gestion de la ressource en eau. Ce sous-axe de travail a pris un essor important au sein de l'unité, depuis notamment la gestion d'une ANR sur les conflits autour de l'eau dans les Amériques, l'accueil de plusieurs doctorants travaillant sur les questions environnementales et la mise en place d'un projet de recherche-action axé sur la restauration de rivières. Il devrait continuer à se consolider dans les prochaines années, grâce à l'arrivée de nouveaux chercheur.ses et la mise en place de nouveaux dispositifs de recherche autour de ces thématiques. Une des chercheuses en poste au CEMCA durant la période 2020-2024 travaille sur l'eau et les modes de gouvernance de cette ressource et cherche à monter un réseau scientifique sur cette question, au travers des financements et appels à projet que propose la Maison des Sciences de l'Homme de Toulouse, avec qui le CEMCA a signé une convention. Le succès de ce projet permettrait de donner continuité au travail que le CEMCA réalise sur cette thématique depuis 2014.

Ouvrant les questions environnementales à une analyse socio-politique localisée à partir du prisme des territoires, ce sous-axe pourrait aussi interroger plus spécifiquement les mobilisations agissant par et sur les territoires (ici entendus à l'échelle subnationale), en tant que formes d'institutionnalisation des espaces (Smith 2011). Au carrefour de la sociologie des mobilisations et de l'analyse des politiques publiques, il s'agirait ainsi d'interroger le pluralisme des constructions territoriales tant sous l'angle des recompositions identitaires – en particulier indiennes/indigènes –, des modèles locaux de développement/transition socio-économiques et des registres de construction politiques et partisans des territoires. Il s'agira en particulier d'interroger l'évolution, désormais bien établie sur la région considérée, de bon nombre de processus (politiques, identitaires, socio-économiques) de constructions territoriales vers des logiques de « défense du territoire », notamment face aux

différentes formes d'extractivisme. L'analyse conjointe des politiques et des mobilisations territoriales sera sous-tendue par une sociologie des acteurs (politiques, sociaux, économiques, mais aussi culturels et religieux) aux prises avec la « fabrication territoriale des problèmes publics » (Ségas, 2021).